



Contribution de GAELA, Xavier RONDOT (Groupement d'Analyses et d'Études de Loire-Atlantique)



xrondot@gmail.com

Solidarité

Cette terrible pandémie qui traverse tous les continents nous oblige au confinement. C'est un étrange moment de réflexions et de silence. De grandes solidarités se font jour, et nous réalisons à tout moment que nous dépendons réellement et concrètement les uns des autres.

Les filières médicales, énergétiques, de transports, alimentaires, mêmes celles de l'information et bien d'autres nous sont toutes essentielles pour notre survie. Dans chacun de ces métiers qui sont à notre disposition, s'exerce une multitude de personnes animées par le seul but d'être « au service » : changement profond dans notre monde individualiste et libéral.

Ces longs moments de silence sont effectivement propices à la réflexion et je me permets de vous en soumettre deux, dont les sujets sont en partie liés :

- l'environnement
- le système électrique.

L'environnement

Ce n'était pas prévu ni voulu, mais nous expérimentons en grandeur réelle une diminution très importante de consommation d'énergie pour l'ensemble des pays du globe. En pourcentage, cette diminution se définira à deux chiffres.

Une première constatation est que la pollution a bien changé dans les sphères des grandes agglomérations et que les fleuves et les mers retrouvent un peu de leur naturel : la pollution liée aux activités humaines est une réalité et elle a diminué ces derniers mois. Mais qu'en est-il de la teneur en GES (gaz à effet de serre) dans l'atmosphère, particulièrement celle du CO₂ ?

Nous savons que le taux de ce gaz dans l'atmosphère est de l'ordre de 400 ppmv, c'est-à-dire qu'il représente 0.0400 % des gaz de l'atmosphère : c'est très faible. Nous savons aussi que ce taux est en augmentation lente, mais régulière, depuis plus d'un siècle. Durant ces quelques derniers mois, les activités industrielles ont grandement ralenti : qu'en est-il du taux de ce CO₂, qui est devenu l'ennemi public des nations ?

Des organismes scientifiques internationaux sérieux mesurent en permanence ces concentrations de CO₂ dans l'atmosphère, et ceci depuis de nombreuses années. La NOAA (National Oceanic and Atmospheric Administration) entre autres, réalise ces mesures en continu. Il est intéressant de consulter les résultats depuis quatre mois : rien de significatif concernant une baisse de la teneur en CO₂ dans l'atmosphère, au contraire la teneur semble progresser toujours lentement...⁽¹⁾

Il faut sûrement attendre des mesures sur un plus long terme, mais il sera indispensable d'analyser les réalités scientifiques de cette expérimentation en grandeur nature. Nous ne sommes plus dans le domaine des extrapolations de simulations informatisées, mais dans celui du réel. La « guerre de l'Europe » contre le CO₂ a déjà imposé des dépenses considérables pour le développement des ENR : il sera URGENT de prioriser les investissements et d'analyser le bien-fondé de cette guerre.

Il n'est pas hérétique de penser que le CO₂ n'est pas un poison et qu'il est aussi nécessaire pour le développement du monde végétal. Il n'est pas hérétique non plus de se poser cette question : est-ce bien l'activité humaine qui fait progresser la teneur en CO₂ dans l'atmosphère ? « L'expérimentation » en cours nous éclairera sur cette interrogation.

L'après COVID-19 demandera un effort considérable de reconstruction dans les secteurs essentiels : les choix budgétaires seront une obligation. Le domaine de la santé, qui nous montre une belle solidarité, sera l'une des priorités.

Le système électrique

Dans cette période étrange, chacun a pu ouvrir sa télévision, ouvrir son écran d'ordinateur : la fée électrique a toujours répondu présente. Tout le monde trouve cela normal, et pourtant, une multitude de personnes compétentes et « au service » font marcher le système pour que la puissance électrique fournie soit toujours égale, à tout moment, à celle demandée par les utilisateurs. Mystères et exigences de cette énergie. On voit aussi une belle solidarité dans ce domaine.

Pour le moment, il n'y pas de stockage de l'électricité, du moins de grandes puissances, si ce n'est avec des stations hydrauliques de pompage qui sont très limitées en nombre. Il faut donc produire ce qui est consommé dans la seconde : étrange produit...

L'énergie électrique est stratégique dans nos économies dites développées. Peut-on imaginer cette période de pandémie sans électricité ? Impensable. Soyons reconnaissant envers notre système électrique centralisé et solidaire à toutes les Régions de l'hexagone. Pourtant, depuis l'an 2000, les systèmes électriques européens, sous l'impulsion forte de la Commission de Bruxelles, ont été mis sur le Marché ! La France a même vendu la moitié du Grand Réseau de Transport d'électricité (RTE) au 1er avril 2017. Le fait de l'avoir fait en passant par l'intermédiaire de la Caisse des Dépôts et Consignations ne change rien à l'erreur stratégique de l'opération : ce sont des fonds privés, en recherches de profits, qui sont entrés dans le capital. Bref, depuis cette ouverture à la concurrence en Europe, le Système Electrique est malade et le remède d'y injecter en permanence des productions subventionnées et non pilotables (éoliens et photovoltaïques) n'arrange pas les choses.

Je veux mentionner ici deux observations faites ces jours-ci (référence site RTE : eco2mix) :

Le dimanche 5 avril 2020 à 14h00, j'ai noté quelques prix sur le marché libre de l'électricité (prix SPOT)⁽²⁾ :
En Allemagne : - 50.26 €/MWh, en Belgique : - 35.31 €/MWh, Autriche : - 23 €/MWh etc.

La demande était très faible (Pandémie) et les ENR (non pilotables) avaient une production importante : il était ainsi plus économique de vendre à perte que d'arrêter les productions « imposées ».

Ce marché SPOT propose un prix de fourniture de l'électricité pour le lendemain et ne représente que quelques pourcents du Marché, mais on peut constater l'aberration économique du système mis en place : il donne naissance à des prix de vente négatifs !

Dans cette période très perturbée, des fournisseurs « alternatifs »⁽³⁾ qui se sont mis sur ce marché de l'électricité ont même osé déposer une requête en référé, devant le Conseil d'Etat, afin de leur permettre d'annuler les Contrats d'achat à long terme passés avec EDF... En effet, depuis juillet 2011 (loi NOME), EDF a l'obligation de mettre sur le Marché 25 % de sa production nucléaire (100 TWh) au prix de 42 €/MWh. Les contrats passés sur ce Marché sont à long terme (annuels ou plus). En période de fortes activités industrielles, ce prix est attractif et les fournisseurs « alternatifs », qui ne prennent aucun risque industriel puisqu'ils ne produisent presque rien, en ont demandé plus l'an dernier : jusqu'à 150 TWh.

Hélas, le Marché dévisse... d'où la demande d'annuler les contrats passés avec EDF. Ce n'est sûrement pas la recherche du « bien commun » qui guide ces fournisseurs « alternatifs ».

Autre constatation parmi d'autres, sur cette période (toujours en référence du site RTE : eco2mix) :

Le mercredi 18 mars 2020 à 20h00, la puissance électrique fournie par les éoliennes sur notre territoire est de 721 MW, pour une puissance installée de 16.494 MW. Effectivement, le pays était en zone de haute pression atmosphérique et le vent était quasi nul sur l'ensemble du pays. Le solaire ne fournit plus aucun mégawatt : il fait nuit.

À cette même heure, l'appel de puissance sur le pays était de 53.838 MW, ainsi l'éolien ne permettait d'assurer que 1.3 % de la puissance nécessaire aux besoins électriques du territoire. Cette situation météorologique de haute pression peut se produire à toute période, évidemment. On peut bien tripler la puissance éolienne installée⁽⁴⁾, cela ne résoudra pas la sécurisation de l'alimentation électrique du territoire. Ceci pose la question très concrète du développement inconsidéré des ENR.

À partir de ces observations, je me permets de partager mes interrogations avec le lecteur :

La recherche européenne de la « neutralité carbone » dans toutes les activités humaines est-elle une bonne chose ? Que recherchons-nous avec cet objectif et quel avenir pour les pays en développement, dans ce contexte ?

Est-il raisonnable de laisser le « système électrique » dans les lois du Marché ? Qu'en est-il d'un prix de l'électricité faible et identique pour tous, sachant que toute augmentation du prix de l'électricité (c'est un bien indispensable pour tous) est création de précarité supplémentaire ?

(1) Le taux actuel du CO2 dans l'atmosphère est de 0.0415%

(2) Prix spot : prix du MWh établi sur le Marché européen de l'électricité. Ces prix sont établis le jour « J » pour une fourniture « J+1 ».
1 MWh = 1.000 000 Watts/heure – 1 TWh = 1.000 000 MWh

(3) En autres fournisseurs « alternatifs » : Total, Direct Energie (France), ENI (Italie), Vattenfall (Suède)...

(4) C'est l'un des objectifs de la PPE (Plan Pluriannuel de l'Energie) qui transcrit concrètement les objectifs de la « Loi de Transition Energétique pour la croissance verte ».